

Direction générale des services
Direction des Ressources Humaines
Direction des Affaires Juridiques

Pouvoir Adjudicateur :

Université Sorbonne Paris Nord
99, Avenue Jean Baptiste Clément
93430 VILLETANEUSE

Prestations de transport pour le personnel à mobilité réduite de l'Université Sorbonne Paris Nord

Cahier des clauses particulières

CCP n° 2026MAPAS00007

Etendue de la consultation :

**Procédure adaptée en application des articles R2123-1 et R2123- 4 du code de la
commande publique**

SOMMAIRE

Article 1 – Présentation de l'université Sorbonne Paris Nord.....	3
Article 2 - Objet du marché.....	4
Article 3- Décomposition du marché.....	4
3-1-Allotissement.....	4
3-2-Forme du marché	4
Article 4 - Obligations du titulaire	4
4-1-Pièces contractuelles.....	4
4-2-Réparation des dommages	5
4-3-Protection de la main d'œuvre et clause sociale	5
4-4-Protection de l'environnement	6
4-5-Assurances	7
4-7- Obligations relatives à la sous-traitance	8
4-8- Obligation de confidentialité et de protection des données.....	8
Article 5 - Durée du marché	9
5-1 Durée du marché.....	9
5-2 Exécution complémentaire.....	9
5-3 Prolongation des délais	10
5-4- Pénalités de retard	10
Article 6 - Prix et règlement.....	10
6-1-Contenu des prix	10
6-2-Variation des prix	10
6-3-Modalités de règlement.....	11
6-4-Avance.....	12
6-5-Pénalités diverses	12
Article 7 - Conditions d'exécution des prestations.....	13
7-1- Zone d'activité et fréquence des prestations	13
7-2-Suivi de la prestation	14
7-2-Obligations du titulaire	14
7-3- Modification ou annulation de la demande de prestation	16
Article 8 - Constatation de l'exécution et garantie.....	16
8-1-Opérations de vérifications-décisions après vérifications.....	16
8-2-Garantie.....	16
Article 9 - Dispositions diverses.....	16
Article 10 - Résiliation	16
10.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général.....	16
10.2 - Résiliation pour faute	17
10.3 - Clause commune aux différents cas de résiliation	17
Article 11 - Litiges et différends	17
Article 12 - Dérogations aux documents généraux	17

Article 1 – Présentation de l'université Sorbonne Paris Nord

L'Université Sorbonne Paris Nord est un établissement d'enseignement supérieur pluridisciplinaire avec santé, qui concilie un haut niveau scientifique -30 laboratoires de recherche dont certains sont associés au CNRS et à l'Inserm-, des formations de la licence au doctorat en passant par les BUT et des diplômes d'ingénieurs.

Elle est implantée sur trois campus en Seine-Saint-Denis et dans le Val-d'Oise : Villetaneuse, Bobigny, Saint-Denis, et deux sites délocalisés : La Plaine Saint-Denis et Argenteuil. Elle est fréquentée par 25 000 étudiants.

Elle comprend cinq UFR (4 à Villetaneuse et 1 à Bobigny), un institut (à Villetaneuse) et trois IUT (un par campus) et des directions et services centraux (situés à Villetaneuse).

L'université Sorbonne Paris Nord réunit des personnels de métiers et statuts différents : des enseignants-chercheurs, des enseignants titulaires, des enseignants vacataires, des personnels hospitalo-universitaires, des personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniciens, sociaux et de santé (BIATSS)...

L'USPN intègre plus particulièrement des laboratoires et des enseignements avec des travaux pratiques de biologie, de physique et de chimie dont le personnel est soumis à plusieurs types de risques de toxicité pour la santé. Ce sont notamment des expositions à des produits corrosifs, des produits sensibilisants cutanés, ou des produits irritants.

L'USPN intègre également une formation en médecine à Bobigny. Les risques pour le personnel incluent l'exposition aux agents pathogènes, les accidents liés à la manipulation d'équipements médicaux, l'exposition aux radiations, les risques ergonomiques ou encore l'exposition à des produits chimiques.

- Coordonnées du pouvoir Adjudicateur :

Mme. Nathalie CHARNAUX

Présidente de l'Université Sorbonne Paris Nord
99 Av. Jean-Baptiste Clément
93430 Villetaneuse

- Coordonnées du Juriste Achats & Marchés Publics :

M. Aly Samba THIAM

Courriel : daj@univ-paris13.fr
Téléphone : 01.49.40.20.66

- Coordonnées de l'Agent Comptable :

M. Jean-Michel PAJOT
Agent Comptable
99 Av. Jean-Baptiste Clément
93430 Villetaneuse

Article 2 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières concernent les prestations suivantes :

Prestations de transport pour le personnel à mobilité réduite de l'Université Sorbonne Paris Nord

Article 3- Décomposition du marché

3-1-Allotissement

Les prestations du marché font l'objet d'un lot unique.

3-2-Forme du marché

La consultation est passée par Procédure adaptée en application des articles R2123-1, R2123- 4, R2162-2, R2162-4, R2124-2 et R2162-13 à R2162-14 du code de la Commande Publique,

Les prestations donnent lieu à un accord-cadre mono-attributaire, exécuté au fur et mesure de l'émission de bons de commande établis conformément aux dispositions des articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre issu de la présente consultation sera conclu sans montant minimum annuel et avec un montant maximum de 140 000€ HT sur toute la durée du marché.

Article 4 - Obligations du titulaire

4-1-Pièces contractuelles

En dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces constitutives du marché, dont seul l'exemplaire original conservé par l'Université Sorbonne Paris Nord fait foi sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- L'offre technique du titulaire.

Les pièces générales

Les principaux documents applicables sont :

- Le Code de la route (parties législatives et réglementaires) ;
- Le Code du travail ;
- Le Respect des critères environnementaux en vigueur dont les normes d'émissions polluantes selon la directive Européenne 1999/96/CE.
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009) -version en vigueur.
- L'ensemble des normes françaises et européennes, les spécifications techniques, dans leur édition en vigueur à la date de consultation, ou autres normes reconnues équivalentes.

Si des évolutions législatives, réglementaires ou normatives surviennent en cours d'exécution des prestations, ces évolutions doivent être prises en compte par le titulaire.

Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent CCP.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement de l'offre.

Disposition particulière

Les conditions générales de ventes du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

4-2-Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

4-3-Protection de la main d'œuvre et clause sociale

4-3-1-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera égal à 10 % du montant TTC du marché. Le montant de la pénalité ne pourra toutefois excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

4-3-2-Clause sociale

Sans objet.

4-4-Protection de l'environnement

4-4-1 Fondement juridique

Dans une volonté de protection de l'environnement, le présent marché comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental, en application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique.

Ces conditions sont établies en cohérence avec :

- les dispositions du Code de l'environnement, notamment ses articles L.220-2 et L.224-5 ;
- les critères applicables aux marchés publics écologiques de l'Union européenne, définis par la Commission européenne dans le document SWD(2021) 296 final – Critères MPE – Transport routier – Services de mobilité (catégorie 2).

4-4-2 Véhicules affectés à l'exécution du marché

Les obligations prévues au présent article s'appliquent exclusivement aux véhicules effectivement affectés à l'exécution du service de transport de personnes à mobilité réduite, y compris les véhicules de remplacement.

Le titulaire s'engage à ce qu'à minima 70 % des courses commandées soient réalisées au moyen de véhicules hybrides ou hybrides rechargeables à faibles émissions de dioxyde de carbone, sous

réserve de leur compatibilité avec les contraintes techniques et fonctionnelles propres au transport de personnes à mobilité réduite.

Cette exigence s'inscrit dans la logique des critères MPE de l'Union européenne applicables aux services de mobilité, relatifs à la réduction des émissions de CO₂.

4-4-3 conformité réglementaire environnementale

Conformément à l'article L.224-5 du Code de l'environnement, le titulaire garantit que les véhicules affectés au marché sont en règle au regard des dispositions relatives :

- à la consommation énergétique,
- et aux émissions polluantes des véhicules automobiles.

4-4-4 eco-conduite et pratique professionnelle

Le titulaire met en œuvre une méthodologie garantissant :

- la pratique de l'éco-conduite par les chauffeurs affectés au marché,
- le respect des normes européennes relatives aux émissions polluantes,
- la conformité à la réglementation applicable en matière de certificat de qualité de l'air.

Ces exigences correspondent aux critères d'exécution environnementaux CEM1 (formation des conducteurs) et CEM2 (mesures de management environnemental) définis dans le document SWD(2021) 296.

4-4-5 suivi environnemental et bilan carbone

Sans coût de facturation supplémentaire, le titulaire s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur :

- un bilan carbone trimestriel des courses effectuées dans le cadre du marché,
- couvrant l'ensemble des prestations réalisées,
- pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Ce suivi s'inscrit dans les modalités de vérification des critères MPE de l'Union européenne applicables aux services de mobilité.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures prévues par le Code de l'environnement, notamment celles issues de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite "Grenelle II"), pour les prestations réalisées dans le cadre du présent marché.

4-5-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

4-7- Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire du marché pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Déclaré au moment de l'offre ou après la conclusion du marché, le titulaire du marché devra s'engager à attester auprès de la personne publique que le sous-traitant disposera des capacités professionnelles ou qualifications nécessaires à la réalisation des prestations.

4-8- Obligation de confidentialité et de protection des données

4-8-1 Obligation de confidentialité

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'Université Sorbonne Paris Nord, pour toutes les opérations qui lui sont confiées. Sauf autorisation expresse de l'Université Sorbonne Paris Nord, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux.

Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'Université Sorbonne Paris Nord à résilier le marché aux torts du titulaire.

4-8-2 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie s'engage à se conformer à la réglementation relative à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché, incluant le Règlement Général européen sur la Protection des Données n°2016-679 dit « RGPD » et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite « Informatique et libertés » telle qu'applicable à la date de rédaction des présentes.

Le titulaire, qui traite des données personnelles, que ces dernières constituent l'objet de sa prestation ou qu'il y accède pour les besoins de l'exécution du marché, demeure responsable conjoint de traitement au sens de la réglementation.

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données personnelles par les seuls collaborateurs ayant à en connaître et uniquement pour la durée et les besoins du marché ;
- Fournir aux personnes, au moment de la collecte de leurs données, les informations prévues aux articles 13 et 14 du RGPD ;
- Recueillir, en cas de collecte de données personnelles de santé, le consentement préalable et express des personnes concernées ;
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, incluant notamment une procédure de gestion des demandes d'exercice des droits des personnes concernées et une procédure d'alerte du pouvoir adjudicateur en cas de violation de données personnelles ;
- Limiter les traitements et l'hébergement des données personnelles au seul territoire de l'Union Européenne ;
- Répondre aux demandes d'audit du pouvoir adjudicateur, effectuées par lui-même ou par un tiers de confiance qu'il aura sélectionné et s'engage à mettre en œuvre les moyens permettant à l'auditeur de réaliser sa mission dans les meilleures conditions.

Au terme du marché, le titulaire s'engage à retourner au pouvoir-adjudicateur les données personnelles en sa possession ou sous son contrôle et à en détruire toute trace, sous réserve des obligations légales s'imposant à lui, qu'il expose au pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Article 5 - Durée du marché

5-1 Durée du marché

Le présent marché est conclu à compter du 1er avril 2026 pour une durée initiale de 12 mois, ou à défaut à compter de sa notification si celle-ci est postérieure.

Le marché pourra être reconduit tacitement 3 fois pour une période successive de 12 mois sans pouvoir excéder 4 années.

En cas de non reconduction, le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera la décision de non reconduction au titulaire 2 mois avant la date anniversaire de la notification du marché.

5-2 Exécution complémentaire

5-2-1 Modification du contrat

Le contrat peut être modifié, conformément à l'article L2194-1 du code de la commande publique.

5-2-2 Réalisation de prestations similaires

Conformément à l'article L2122-1 du code de la commande publique, l'Université se réserve la possibilité de passer un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables dès lors que l'un des cas énumérés aux articles R2122-1 à R2122-9 est rempli.

5-3 Prolongation des délais

Toute difficulté concernant les délais doit être aussitôt signalée, et en tout cas impérativement avant l'expiration du délai contractuel. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG/FCS.

5-4- Pénalités de retard

En dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS et CCAG/TIC, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution du marché, une pénalité de retard de **20€ HT** sera appliquée par **10 minutes** de retard (selon les horaires transmis ultérieurement) dans la limite de 60 minutes.

- au-delà d'une heure de retard, la demande sera considérée comme non satisfaite et non rémunérée.

Article 6 - Prix et règlement

6-1-Contenu des prix

Les prix du marché sont traités à prix unitaires, sur la base du Bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires et les sujétions particulières.

6-2-Variation des prix

Pour la première année d'exécution, les prix sont fermes.

Pour les périodes suivantes, les prix sont révisibles suivant les tarifs publics du titulaire sur demande expresse du titulaire qui adresse à l'USPN – Direction des Affaires Juridiques (DAJ), 99 Avenue Jean Baptiste Clément, 93430 VILLETANEUSE ou par mél : daj@univ-paris13.fr - les pièces justificatives 2 mois minimum avant la date anniversaire de la notification du marché afin de traiter la demande.

Clause butoir et de sauvegarde :

En cas de hausse excédant de plus de 3% les conditions précédentes, l'Université Sorbonne Paris Nord se réserve la faculté, soit de limiter cette hausse à 3% soit de résilier la partie du marché concernée sans que le titulaire, en dérogation aux dispositions de l'article 29 du CCAG/FCS, puisse prétendre à indemnité.

6-3-Modalités de règlement

6-3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R2191-23 du code de la commande publique.

6-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

6-3-3-Présentation des demandes de paiement

Les factures sont établies sur la base des prix tels qu'ils figurent dans l'annexe financière (BPU) à l'acte d'engagement. Les documents afférents au paiement seront établis en un exemplaire.

Le titulaire adressera à l'Université Sorbonne Paris Nord, après acceptation des prestations, les factures **détaillées** qui comprendront obligatoirement les mentions suivantes :

- l'objet et les références du présent marché « 2026MAPAS00006 »,
- le descriptif de la prestation,
- le montant HT de la prestation,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC de la prestation
- le numéro du bon de commande dit « Sifac ».

Les factures devront être déposées sur le **portail Chorus Pro** pour l'université Sorbonne Paris Nord n° de Siret : 19931238000017.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations suivant les règles de la TVA intracommunautaire.

Le cas échéant, le titulaire transmet à l'Université Sorbonne Paris Nord le nom et les coordonnées de son représentant fiscal en France.

Si la présentation des factures n'est pas conforme à ces dispositions, le délai global de paiement de 30 jours ne commencera de courir qu'à compter du jour de réception de la facture en bonne et due forme.

Tout envoi de facture par d'autres modes de transmissions sera considéré comme non réceptionné et ne fera pas courir le délai global de paiement.

6-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au mandataire et ses cotraitants en cas de groupement.

6-3-5-Délais de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, les factures seront payées dans un délai global de paiement de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la livraison par le pouvoir adjudicateur.

6-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

6-3-7 Déduction des pénalités

L'université se réserve le droit de déduire du montant des factures les pénalités telles que prévues au présent CCP. En telle hypothèse, le titulaire ne pourra se prévaloir d'intérêts moratoires au motif de non-paiement de la totalité de la facture. L'université veillera à informer le titulaire du montant des pénalités déduites ainsi que des motifs si le titulaire en fait la demande, celle-ci pourra être faite par tout moyen écrit.

6-4-Avance

Sauf renonciation du titulaire porté à l'acte d'engagement du marché, une avance peut être versée sur la part du marché dont l'exécution n'est pas sous-traitée. Son assiette est calculée conformément aux modalités prévues aux dispositions des articles L. 2191-2 à 3 et R. 2191-3 à 19 du Code de la commande publique. Son taux est fixé à 20 % du montant total du marché dans le cas où le titulaire est une petite ou moyenne entreprise et à 5 % du montant total du marché dans les autres cas.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable ni actualisable.

Le titulaire peut renoncer au bénéfice de cette avance à l'article B4 de l'acte d'engagement

6-5-Pénalités diverses

L'Université se réserve le droit de défacturer des factures le montant des pénalités sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure. Les pénalités sont cumulables.

6-5-1-Pénalités d'exécution

Le non-respect des obligations du titulaire telles que précisées dans le CCP peut donner lieu à l'application d'une pénalité de **100 euros HT** par faute sans qu'il ne soit nécessaire d'effectuer une mise en demeure. Le titulaire disposera d'un délai de **5 jours** pour remédier au défaut d'exécution le cas échéant. En cas de non-action de la part du titulaire dans les délais, le titulaire se verra appliquer une pénalité de retard de **50 euros HT** par jour le lendemain du délai des **5 jours** indiqués dans le présent article.

6-5-2-Pénalité pour travail dissimulé :

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 7 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations seront exécutées conformément aux dispositions du présent CCP, de l'acte d'engagement, du BPU et du mémoire technique du titulaire détaillant les modalités d'exécution de l'accord-cadre.

7-1- Zone d'activité et fréquence des prestations

Les prestations de transport objet du présent marché sont destinées au personnel à mobilité réduite de l'Université Sorbonne Paris Nord.

À ce jour, l'Université Sorbonne Paris Nord compte une (1) personne à mobilité réduite concernée par ces prestations, pour un besoin prévisionnel estimé à :

- **45 allers-retours par an** entre **95520 Osny** et **99, avenue Jean-Baptiste-Clément, 93430 Villetaneuse**.

Les données quantitatives, géographiques et organisationnelles mentionnées ci-dessus sont communiquées **à titre strictement indicatif**.

Elles **ne constituent en aucun cas un engagement contractuel** de la part de l'Université Sorbonne Paris Nord.

L'Université se réserve le droit de modifier, sans indemnité ni compensation financière, les volumes de prestations, les itinéraires, les lieux de prise en charge et de dépose, ainsi que la zone d'activité, en fonction de l'évolution de ses besoins, de son organisation et des personnes à mobilité réduite amenées à être prises en charge dans le cadre du présent marché.

Le titulaire renonce expressément à toute réclamation, recours ou demande

d'indemnisation fondée notamment sur une diminution ou une augmentation des prestations, une modification de la zone d'intervention ou une variation du nombre de bénéficiaires, dès lors que ces évolutions s'inscrivent dans le cadre de l'objet du marché.

Les prestations s'effectueront du lundi au vendredi et exceptionnellement le week-end.

Le chauffeur peut être amené à transporter les bénéficiaires à des lieux autres que ceux indiqués ci-dessus. Le titulaire du marché sera prévenu par le référent handicap de l'Université.

Les trajets non prévus dans le marché et ceux non validés par le référent handicap restent à la charge de la personne bénéficiaire.

7-2-Suivi de la prestation

Le titulaire doit désigner, en son sein, un responsable chargé de veiller à l'exécution du marché. Cette personne devra disposer d'une délégation suffisante permettant de mettre en œuvre sans délai toute mesure qui s'impose.

Le titulaire doit s'assurer des prises de fonction et activité quotidienne des transports c'est-à-dire un enregistrement en temps réel des activités et suivi de la prestation. Chaque fin de mois le titulaire devra envoyer à l'Université Sorbonne Paris Nord une attestation de présence des chauffeurs et un état des trajets réellement effectués.

L'Université Sorbonne Paris Nord, pour sa part, informera le titulaire des interlocuteurs en charge du suivi technique de la prestation.

7-2-Obligations du titulaire

Le titulaire est l'interlocuteur unique et direct de l'université et, à ce titre, responsable de l'ensemble des prestations et de leur bonne exécution, sauf à apporter la preuve que le fait à l'origine du non-respect des engagements contractuels ne lui est pas imputable. Il ne pourrait, de surcroît, s'en dégager au motif de la sous-traitance de la prestation.

Le titulaire met en œuvre les moyens et mesures nécessaires au respect des obligations et consignes gouvernementales en cas de crise sanitaire.

7-2-1 En ce qui concerne les véhicules affectés à l'exécution des prestations

Pour des motifs de sécurité et de confort, les véhicules affectés à l'exécution des prestations doivent être récents (moins de 5 ans).

Le titulaire s'engage à réaliser 70% des courses commandées avec des véhicules Hybrides ou hybrides rechargeables à faible émission de CO₂.

Le titulaire du marché doit respecter toutes les dispositions en vigueur relatives au transport de personnes à mobilité réduite, y compris en matière de confort et de signalisation des véhicules.

Le titulaire effectue les prestations au moyen de véhicules récents et ayant subi tous les contrôles techniques exigés par la réglementation en vigueur. Les véhicules doivent par ailleurs répondre à des exigences de propreté permanente.

Chaque véhicule utilisé aura la capacité requise pour les prestations auquel il est affecté. Le titulaire du marché se doit d'avoir un parc de véhicules équipés pour tous types de handicaps, notamment pour accueillir des personnes en fauteuil roulant.

Le titulaire dispose de l'ensemble des agréments et certifications exigés par la réglementation régissant l'activité professionnelle dans le cadre de laquelle s'exécute le présent accord-cadre.

➤ **Pièces administratives du véhicule**

Les documents attestant que les véhicules sont aptes à la circulation (carte grise) et prouvant qu'ils satisfont aux normes demandées (Euro 6b minimum) pourront être aléatoirement demandés à l'occasion des prestations.

Les contrôles techniques doivent être à jour.

L'Université se réserve le droit d'effectuer des contrôles adaptés et d'informer le titulaire afin qu'il engage les actions correctives éventuelles.

7-2-2 En ce qui concerne le personnel de conduite

Le personnel du titulaire (chauffeurs) affecté à la réalisation des prestations de transport reste en toutes circonstances sous la responsabilité hiérarchique et disciplinaire du titulaire. Le titulaire est responsable des dommages que ce personnel pourrait causer.

Le titulaire assure en sa qualité d'employeur, la gestion administrative, comptable et sociale de ses salariés. Les formations, stages, habilitations et, d'une manière générale, toutes dispositions nécessaires à la qualification de son personnel sont à la charge du titulaire.

Le titulaire se porte garant de la régularité permanente des conditions d'emploi de ses personnels au regard du code du travail et de la réglementation en vigueur.

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire est tenu d'assurer ou de faire assurer les prestations demandées.

Les chauffeurs du titulaire sont sélectionnés selon des critères qui se conforment aux usages de la profession du transport de personnes en voiture particulière, notamment en matière de tenue vestimentaire, d'obligation de confidentialité et de devoir de réserve des propos dont ils auraient été amenés à prendre connaissance à l'occasion de la réalisation des prestations. Les chauffeurs sont titulaires de la carte professionnelle de chauffeur de taxi.

Les conducteurs ont le statut de conducteur-accompagnateur. Aussi, ils doivent avoir reçu une formation spécifique liée aux handicaps qu'ils peuvent rencontrer lors des transports. Cette formation doit inclure notamment :

- Une description des types de handicaps, des mesures de sécurité propre à chaque handicap ;
- Des règles de sécurité, notamment sur le transport de personnes à mobilité réduites ;
- Une formation aux premiers soins ;
- Une sensibilisation d'écoute et d'attention particulière.

7-3- Modification ou annulation de la demande de prestation

Tout changement ou annulation de la demande de prestation peut être demandé jusqu'à **4 heures** avant « l'heure de prise en charge » sans conséquence financière.

En cas d'annulation d'une réservation de course qui interviendrait moins de **4 heures** avant l'heure prévue de prise en charge, le titulaire peut être dédommagé des dépenses du préjudice résultant de cette annulation. Le montant de ce dédommagement est prévu à l'annexe financière.

En cas de retard du bénéficiaire de la course, lorsque l'attente du chauffeur est supérieure à dix (10) minutes, une indemnité complémentaire prévue à l'annexe financière s'applique dès la première minute à compter de l'heure de prise en charge déterminée. Cette indemnité complémentaire s'ajoute au montant de la course.

Article 8 - Constatation de l'exécution et garantie

8-1-Opérations de vérifications-décisions après vérifications

Il sera fait application des articles 22 à 25 du CCAG /FCS.

L'Université Sorbonne Paris Nord dispose de 15 jours pour procéder aux opérations de vérification qualitative et quantitative. A l'issue des opérations de vérification, l'Université Sorbonne Paris Nord peut prendre une décision écrite expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet qui est notifiée au titulaire. Passé le délai de 15 jours, la décision d'admission est réputée acquise.

8-2-Garantie

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS, il n'est pas prévu de période de garantie.

Article 9 - Dispositions diverses

Sans objet

Article 10 - Résiliation

10.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Le présent accord-cadre peut être résilié par la personne publique en l'absence de faute pour des motifs d'intérêt général après préavis d'un mois, signifié par lettre recommandée avec accusé de réception en application de l'article 33 du CCAG FCS.

La résiliation devra intervenir sans porter atteinte aux droits à paiement acquis par le prestataire avant la date de résiliation

10.2 - Résiliation pour faute

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent accord cadre, aux torts du titulaire, sans indemnités et sans préavis, après mise en demeure restée infructueuse pendant le délai de quinze (15) jours, au cas où celui-ci aurait manqué à ses engagements ou obligations notamment :

- En cas d'inobservation d'une clause du marché, des conditions et des objectifs qui y sont fixés
- En cas de manquement manifeste vis-à-vis de ces dernières par le titulaire ou d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 2143-3 du code de la commande publique,

Le principe du droit à paiement acquis ne s'applique pas dans ce cas de figure.

10.3 - Clause commune aux différents cas de résiliation

Dans tous les cas de résiliation, le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en instance ainsi que tout bon de commande émis avant la date de résiliation. En cas de résiliation pour faute, il peut être pourvu à l'exécution du marché aux frais et risques du titulaire.

Article 11 - Litiges et différends

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

Article 12 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes :

L'article 4 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

L'article 5-4 du CCP déroge à l'article 14 du CCAG FCS concernant les pénalités de retard.

L'article 6-2 du CCP déroge à l'article 29 du CCAG /FCS concernant la révision des prix.

L'article 8-2 du CCP déroge à l'article 28-1 du CCAG/FCS concernant la garantie.